

Les gouvernements partenaires de Twende Mbele effectuent des évaluations rapides afin d'accélérer l'obtention de données probantes

En 2019, le partenariat Twende Mbele a lancé une initiative de recherche sur les évaluations rapides afin de combler les lacunes critiques en matière de temps et de faire en sorte que les décideurs aient accès plus rapidement aux informations relatives à la performance des interventions. Bien que les évaluations rapides soient opportunes et efficaces par rapport à leur coût, elles manquent parfois de rigueur et de données complètes lorsqu'elles n'ont pas été suffisamment recoupées. Parfois, les évaluations rapides sont menées en vue de répondre à une demande urgente et imprévue d'informations de la part des décideurs. Jusqu'à présent, les pays partenaires de Twende Mbele ont réalisé huit évaluations rapides ; trois autres sont en préparation. Le présent article fait état de la mise en œuvre et des résultats d'approches d'évaluation rapide de projets dans certains pays partenaires de Twende Mbele, notamment le Ghana, le Niger, l'Afrique du Sud et l'Ouganda. Il formule également des recommandations visant à garantir la pertinence et l'utilisabilité des évaluations rapides.

Ayabulela Dlakavu, Parfait Kasongo et Amanda Deuchars, Twende Mbele, Université de Witwatersrand, Afrique du Sud

Messages clés

- Les évaluations rapides sont opportunes et efficaces par rapport à leur coût, mais elles manquent parfois de rigueur et ne comprennent pas toujours une phase exhaustive de recueil de données.
- Elles répondent à un besoin urgent d'informations des décideurs.
- Les recommandations issues des évaluations rapides sont susceptibles de guider la mise en œuvre des politiques et d'évaluer l'efficacité de différentes initiatives.
- Les pays membres de Twende Mbele ont fourni un retour d'informations qui devrait permettre d'améliorer les lignes directrices en matière d'évaluations rapides, ainsi que des bonnes pratiques.

Introduction des évaluations rapides chez *Twende Mbele*

Twende Mbele est un programme multilatéral d'apprentissage entre pairs mis en place par des gouvernements africains qui vise à institutionnaliser le suivi et l'évaluation (S&E) dans les processus de gouvernance en vue d'améliorer les résultats des actions en faveur du développement. Les pays partenaires sont le Ghana, l'Ouganda, le Kenya, l'Afrique du Sud, le Bénin et le Niger, qui comptent sur le Centre for Learning on Evaluation and Results, Anglophone Africa (CLEAR-AA) et l'Évaluation indépendante du développement (IDEV) de la Banque africaine de développement comme partenaires techniques. En 2019, des recherches menées dans ces pays ont permis de constater que le retard d'accès aux informations issues des évaluations a compromis l'efficacité de la prise de décisions, problème auquel s'ajoutent une capacité limitée à utiliser ces informations et une culture de gouvernance qui ne privilégiait pas une prise de décisions fondées

sur les données probantes. Les méthodes d'évaluation traditionnelles étaient trop lentes, si bien qu'elles ne permettaient pas de répondre aux besoins urgents. Pour remédier à cette situation, *Twende Mbele* a mis au point une méthodologie d'évaluation rapide afin de fournir des renseignements opportuns sur l'efficacité des politiques et des programmes, ce qui permet de procéder plus rapidement à des ajustements et une plus grande réactivité en matière de gouvernance. Conçues pour être réalisées en 5 à 8 mois, ces évaluations font preuve d'une certaine rigueur sans pour autant perdre en rapidité, en utilisant des méthodes qualitatives et quantitatives favorisant un recueil et une analyse plus rapides des données. L'approche a été mise à l'essai après que des études ont mis en évidence le besoin de données probantes opportunes ; il ressort que plus de 43 % des gestionnaires interrogés prenaient souvent des décisions sans diagnostic approprié en raison d'informations tardives. Cette situation a mené à l'élaboration d'un guide et de lignes directrices en matière d'évaluations rapides. L'Ouganda, le Bénin, le Niger, le Ghana et ►►

L'Afrique du Sud ont mené des évaluations rapides dans divers secteurs pour répondre au besoin de rapidité qui les caractérise.

Exemples de pays africains qui tirent profit de ce type d'évaluation

Ghana

En 2019, le Ghana a mené une évaluation rapide du projet «Un village, un barrage» (*One Village One Dam, iViD*), dont l'objectif est de fournir des sources d'eau fiables pour l'abreuvement du bétail, les activités domestiques et l'agriculture en saison sèche en vue de réduire la pauvreté et les inégalités dans les communautés rurales et défavorisées. L'évaluation, menée par le ministère du Suivi et de l'Évaluation (*Ministry of Monitoring and Evaluation, MoME*) en collaboration avec le ministère de l'Initiative spéciale pour le développement (*Ministry for Special Development Initiative, MSDI*) et appuyée par Twende Mbele et IDinsight, était axée sur l'évaluation des progrès, des effets produits et des impacts en matière de mise en œuvre.

Au cours de la phase initiale, les principales parties prenantes ont élaboré des instruments de recueil de données et un plan de travail détaillé pour l'évaluation sur le terrain. Des techniques d'échantillonnage probabiliste et non probabiliste ont été utilisées pour sélectionner les sites (barrages) et les informateurs clés. Les données ont été recueillies au moyen d'entrevues avec des informateurs clés et de vérifications physiques permettant d'apprécier l'état des barrages dans les districts sélectionnés.

Un instrument complet de recueil de données, qui comporte des questions qualitatives et quantitatives, a été conçu en fonction des objectifs de l'évaluation. Les données de terrain ont été recueillies au moyen d'entrevues avec des informateurs clés et de vérifications physiques afin de déterminer l'état des barrages dans les districts sélectionnés.

Malgré le fait que la construction soit inachevée, la plupart des barrages ont été utilisés pour l'abreuvement des animaux et à des fins domestiques, ce qui témoigne de leur capacité à améliorer le niveau de vie dans la région du nord. L'évaluation a conclu que l'initiative iViD était capable d'améliorer considérablement les moyens de subsistance des agriculteurs locaux, en s'alignant sur le programme du Ghana «Au-delà de l'aide» (*Beyond Aid*). L'évaluation a fait état, preuves à l'appui, des difficultés en matière de mise en œuvre, telles que les défauts structurels, le manque de communication et la participation insuffisante, et a recommandé de donner la priorité aux réparations, d'améliorer la participation des communautés et de mettre au point des mécanismes de suivi robustes (MoME, 2019¹).

Niger

En 2022, le Niger a mené deux évaluations rapides de la politique de soins de santé maternelle et infantile gratuits ciblant les femmes en âge de procréer et les enfants âgés de zéro à cinq ans dans les régions de Dosso et Maradi. L'objectif des évaluations était d'améliorer l'accès aux soins de santé et la gouvernance du secteur public de la santé en fournissant des données probantes sur l'efficacité, l'efficience et la viabilité de la politique.

Conformément à la matrice d'évaluation rapide, les évaluateurs ont utilisé deux méthodes de recueil de données, le guide pour les entrevues et le questionnaire d'enquête. Le guide pour les entrevues a été conçu à l'intention des gestionnaires de centres de santé et des travailleurs de la santé dans les centres de soins intégrés, les hôpitaux de district et les hôpitaux régionaux. Des entrevues ont également été menées auprès de fournisseurs de soins de santé communautaires et de partenaires financiers et techniques. Les femmes en âge de procréer ont répondu au questionnaire destiné aux ménages à leur domicile. Après avoir recueilli et compilé les données, elles ont été traitées à l'aide des logiciels Stata et Excel et analysées pour obtenir les résultats

nécessaires permettant de répondre aux questions d'évaluation.

La matrice d'évaluation rapide a servi de cadre structuré permettant de guider le processus d'évaluation. Il comprenait des questions d'évaluation précises, des indicateurs et une stratégie de recueil et d'analyse des données, assurant ainsi une évaluation complète de la mise en œuvre de la politique et des effets produits. La matrice a facilité une approche systématique de recueil des données qualitatives et quantitatives, en conformité avec les objectifs de l'évaluation rapide.

On a principalement constaté une utilisation accrue de contraceptifs et une amélioration de la santé des femmes et des enfants, malgré l'existence de certaines difficultés telles que les pénuries fréquentes de médicaments, l'accumulation de dettes et les disparités en matière de qualité du service. Les recommandations portaient notamment sur le caractère opportun des remboursements, la mise en service de l'Institut national d'assistance médicale, l'amélioration des mécanismes de suivi et le renforcement de la communication entre les ministères de la santé et des finances. Plus de la moitié de la population était satisfaite de la qualité des soins, même si certains problèmes comme les pénuries de médicaments et l'augmentation du nombre de patients ont réduit la qualité des services.

Les évaluations rapides ont permis de constater que la mise en œuvre de la politique de soins gratuits au Niger a considérablement amélioré l'accès aux services de santé pour les populations vulnérables, notamment les femmes et les enfants. Cette politique a entre autres conduit à une utilisation accrue des services de santé par la population et est associée à la réduction des taux de mortalité maternelle et des taux de mortalité chez les enfants de 0 à 5 ans. Cependant, la viabilité financière de la politique de soins maternels et infantiles gratuits s'est avérée être une difficulté pour les centres de santé. En outre, cette politique a eu un effet sur la croissance démographique, qui n'était pas prévu (HCME, 2022ⁱⁱ). Les conclusions de

l'évaluation rapide ont donc été utiles dans les débats d'orientation actuels sur la durabilité et l'avenir de la politique de soins de santé maternelle et infantile gratuits.

Ouganda

En 2022, l'Ouganda a réalisé deux évaluations rapides, qui n'ont pas été publiées. La première, intitulée *Rapid Evaluation of the Challenges in Local Government Staffing: Focus Filling of Critical Positions in the Local Governments Structures* («Évaluation rapide des difficultés en matière de dotation en personnel des structures de l'administration locale: priorité au comblement de postes critiques au sein de ces structures»), a utilisé des approches aussi bien quantitatives que qualitatives. L'évaluation a commencé par un examen des rapports d'évaluation de la performance des administrations locales (*Local Government Performance Assessments, LGPA*) de 2017 à 2019, en mettant l'accent sur les mesures de performance dans le domaine de la gestion des ressources humaines. L'équipe a également procédé à un examen documentaire de toutes les lignes directrices pertinentes, y compris les stratégies de financement des administrations locales (AL), le cadre de dotation en personnel des AL dans la fonction publique, la décentralisation et la prestation de services en Ouganda.

Cette approche participative et interactive visait à faciliter le processus d'apprentissage grâce au dialogue. Des entrevues avec des informateurs clés ont été menées auprès de certaines parties prenantes à l'échelle nationale et au niveau des administrations locales (AL). Les fonctionnaires des AL ont donné un aperçu des processus et des difficultés en matière de recrutement. En formulant des commentaires à chaque étape de la mission, on a offert aux participants la possibilité de discuter du processus de changement en fonction de leurs expériences personnelles.

Parmi les districts évalués, les administrations locales (AL) de Mbarara ont enregistré la dotation en personnel la plus élevée, soit 91 %, ce qui s'explique par les ressources ►►

financières destinées aux salaires et à l'existence d'une Commission des services de district. Par contre, le district de Karenga affichait les niveaux d'effectifs les plus bas (47 %) en raison de sa création récente (MPO, 2022). Parmi les principales difficultés relevées figuraient le manque de financement, l'ingérence politique et les difficultés à attirer et à retenir du personnel, en particulier dans les régions isolées. Les conclusions ont aidé le ministère des AL et d'autres autorités à procéder à des ajustements de politique et à élaborer les stratégies nécessaires devant permettre de combler les lacunes en matière de dotation en personnel et d'améliorer le recrutement et la rétention.

La deuxième évaluation rapide, intitulée *The Rapid Evaluation on the Effect of the Contribution of the 20% Gate Collections Remitted to the Host Communities Surrounding the National Parks* («Évaluation rapide des effets produits par l'attribution de 20% des recettes des droits d'entrée aux collectivités hôtes entourant les parcs nationaux») a examiné les avantages et les effets découlant des subventions conditionnelles de 20% des services fiscaux destinées aux administrations locales se situant près des parcs nationaux. L'évaluation a porté sur neuf parcs nationaux dans l'ensemble de l'Ouganda et les bureaux de coordination des administrations locales près des districts adjacents.

La phase I a consisté à examiner les publications existantes pour donner un aperçu de la conception, de la mise en œuvre et de l'état d'avancement du projet et pour cerner les lacunes dans les données. Les publications examinées comprenaient des lignes directrices, des rapports et des lois comme la loi sur la faune en Ouganda (*Uganda Wildlife Act*), adoptée par le Parlement en 2019. D'autres publications clés, comme un rapport d'enquête de référence dont l'objectif est de générer des informations sur le statut de plusieurs indicateurs clés avant la mise en œuvre de cette loi ont également été examinées. L'examen a également porté sur des cadres, des documents d'appui aux programmes et des rapports de suivi et d'évaluation produits par le Gouvernement.

La phase II a consisté en des réunions interactives avec les principales parties prenantes afin de mieux comprendre le processus de remise de 20 % des droits d'entrée dans les parcs en tant que subventions conditionnelles aux administrations locales et la valeur économique découlant de ces subventions. La phase III a porté sur l'analyse des données et la rédaction de rapports.

L'évaluation a permis d'établir que le projet avait contribué à accroître les revenus des ménages, à améliorer les infrastructures sociales de la communauté, à protéger l'environnement et à réduire les conflits entre les humains et les animaux (OPM, 2022). Les questions de pertinence et d'adéquation du projet aux communautés de la zone protégée (*Protected Area, PA*) ont été mises en évidence. L'évaluation a fourni des données probantes sur l'efficacité du projet, son efficacité dans l'utilisation des ressources, son impact et sa durabilité.

Ces conclusions devaient servir à guider le ministère du Tourisme, de la Faune et du Patrimoine culturel et d'autres parties prenantes à optimiser l'affectation et l'utilisation des fonds remis afin de tirer le meilleur parti pour les collectivités hôtes.

Afrique du Sud

L'Afrique du Sud a entrepris deux évaluations rapides en vue d'améliorer les processus de suivi et d'évaluation (S&E) dans les initiatives gouvernementales. La première, intitulée *Measuring Government Business Incentives Schemes (GBIS): Towards a Set of Minimum Standards and Measures* («Mesure des programmes d'incitations à l'intention des entreprises établis par le Gouvernement: vers un ensemble de normes et de mesures minimales»), a été menée en 2021ⁱⁱⁱ. L'évaluation visait à concevoir un système intégré de suivi et d'évaluation pour toutes les mesures incitatives visant les entreprises mises en place par le Gouvernement afin d'améliorer le suivi, l'apprentissage et l'établissement de rapports. Mise en œuvre en six étapes sur une période de 18 mois, l'évaluation comprenait un examen complet des publications

existantes sur l'utilisation et l'efficacité des incitations en Afrique du Sud et dans le monde. Cet examen a servi de base à l'élaboration d'une première théorie du changement pour le système des incitations aux entreprises, qui a été validée lors d'un atelier du comité directeur. Deux consultations ont été organisées. La première a comporté des entrevues avec 22 responsables et 13 représentants des industries manufacturière et automobile, de l'aquaculture, des services aux entreprises, du textile, du cinéma, de la télévision et du tourisme, ainsi que des milieux universitaires. Ces entrevues ont permis de recueillir des renseignements précieux sur la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des mesures d'incitation à l'intention des entreprises, ainsi que sur la coordination des mesures d'incitation dans l'ensemble du Gouvernement. Ensuite, 20 études de cas portant sur certaines incitations ont été réalisées, à partir d'entrevues avec 74 responsables et 79 représentants des différentes industries. Les comparaisons par pays des incitations à l'intention des entreprises au Chili, en Thaïlande et en Allemagne ont également été incluses. Les résultats de l'évaluation ont souligné que ces systèmes de suivi et d'évaluation actuels étaient principalement axés sur la conformité aux règles administratives, révélant une fragmentation et une capacité limitée à évaluer les effets économiques et en matière d'équité des mesures incitatives du Gouvernement sur la création et le fonctionnement des entreprises (DPME, 2021).

La deuxième évaluation rapide en Afrique du Sud, nommée *Khaedu Senior Management Service (SMS) Deployment Program in Limpopo Province* («Programme de déploiement du service de gestion senior (SGS) de Khaedu dans la province de Limpopo»), a été menée en 2022. Son objectif était d'évaluer si le programme était mis en œuvre et s'il améliorerait effectivement les services comme prévu, de cerner les lacunes et leurs causes et de déterminer sa pertinence. Si l'évaluation était jugée pertinente, elle devait proposer des façons de renforcer le programme.

L'évaluation a utilisé une approche multiméthode. Un examen des publications existantes

sur le programme de Khaedu et les documents conceptuels a permis de comprendre la conception, le contexte et la pertinence du programme, en exposant les bonnes pratiques issues d'interventions similaires. Les données secondaires comprenaient des rapports sur le déploiement par les membres du service de gestion senior (SGS) et des données administratives. Des discussions de groupe ont eu lieu avec les membres du SGS, le ministère de l'Administration de la fonction publique et la National School of Government (NSG). Des entrevues avec des informateurs clés ont été menées auprès de champions ministériels du Khaedu, de membres du SGS déployés et de la direction d'établissements ayant fait l'objet d'un suivi, y compris le ministère de la Santé de Limpopo. Il a été possible d'obtenir des informations de première main en assistant aux inspections sur place dans certains de ces établissements.

L'évaluation a conclu que le programme de déploiement du Khaedu est au cœur des efforts du Gouvernement visant à améliorer la prestation des services publics. Elle joue un rôle clé dans la résolution des difficultés liées à la prestation de services et l'amélioration des normes. Cependant, pour maximiser son impact et assurer l'optimisation des ressources, Khaedu doit concentrer ses efforts sur l'amélioration de la qualité du service (DPME, 2022).

Conclusion

Les pays partenaires de *Twende Mbele* ont réalisé huit évaluations rapides ; trois autres sont en cours. Ces évaluations rapides ont été lancées pour répondre aux besoins d'informations opportunes issues des évaluations, car des études antérieures de Culture S&E avaient montré que les retards entravaient la prise de décisions. La méthodologie d'évaluation rapide, élaborée à l'aide d'un guide et de lignes directrices adaptées du Gouvernement provincial du Cap-Occidental en Afrique du Sud, a été appliquée dans divers secteurs pour combler le manque de rapidité. Les évaluations ont orienté les décisions ►►

stratégiques, ce qui a permis de réviser les lignes directrices en matière d'évaluation rapide et de mieux tirer profit des résultats.

Les évaluations rapides menées par les gouvernements membres de *Twende Mbele* ont généré de nombreuses recommandations, qui ont servi à orienter la prise de décisions concernant la poursuite des politiques existantes ou la mise en œuvre de nouvelles politiques et ont permis de tirer des enseignements sur les stratégies gagnantes et non gagnantes. Grâce aux enseignements tirés de la mise en œuvre de ces évaluations rapides, il a été procédé à plusieurs révisions des lignes directrices en matière d'évaluations rapides, particulièrement les délais, la méthodologie et les stratégies devant permettre d'améliorer l'utilisation des résultats d'une évaluation rapide.

Recommandations visant à assurer l'utilisabilité d'évaluations rapides pertinentes

- i. **Définir clairement les rôles:** Définir les rôles du facilitateur externe et du personnel du ministère afin de s'assurer que les résultats répondent aux besoins en matière de données probantes de

l'établissement qui commande l'évaluation rapide, ce qui augmente la probabilité que le rapport soit utilisé.

- ii. **Augmenter la durée des ateliers sur la conception:** Changer la durée des ateliers sur la conception d'évaluations rapides de trois à cinq jours pour élaborer la matrice d'évaluation, la méthodologie et la théorie du changement.
- iii. **Inclusion des parties prenantes:** Faire participer les parties prenantes à l'élaboration du mandat et de la matrice d'évaluation.
- iv. **Établir un comité directeur:** Un comité directeur devrait superviser l'évaluation rapide et informer les décideurs des résultats qui se dégagent, assurer l'adhésion, faciliter une mise en œuvre rapide et améliorer la probabilité d'utilisation grâce à la participation des parties prenantes.
- v. **Diffuser les rapports:** Diffuser rapidement les rapports d'évaluations rapides et préparer des plans d'amélioration pour orienter les recommandations.

eVALU

Références

1. Adwork, J. (2015) 'Probability Sampling – A Guideline for Quantitative Health Care Research', *The Annals of African Surgery*, 12(2), pp 95-99.
2. Bureau d'évaluation des politiques publiques et d'analyse de l'action gouvernementale (BEPPAAG), Benin (2021) Evaluation rapide du mécanisme de dotation des ressources du FADeC- Agriculture aux communes. Available at: <https://twendembele.org/reports/evaluation-rapide-du-mecanisme-de-dotation-des-ressources-du-fadec-agriculture-aux-communes/> (Accessed: 10 August 2023).
3. Department of Planning, Monitoring and Evaluation (DPME), South Africa (2020) *DPME Rapid Evaluation Guideline*. Available at: <https://twendembele.org/reports/dpme-rapid-evaluation-guideline/> (Accessed: 10 August 2023).
4. Department of Planning, Monitoring and Evaluation (DPME), South Africa (2021) *Measuring Government Business Incentives Schemes (GBIS): Towards a set of minimum standards and measures*. Available at: <https://twendembele.org/reports/measuring-government-business-incentive-scheme-learning-brief/> (Accessed: 10 August 2023).
5. Department of Planning, Monitoring and Evaluation (DPME), South Africa (2022) *Rapid Evaluation of the Khaedu Senior Management Service (SMS) Deployment Program in Limpopo Province*. [Unpublished].
6. Haut-Commissariat à la Modernisation de l'Etat (HCME), Niger (2022) *Evaluation de la mise en œuvre de la mesure de gratuité des soins aux femmes en âge de procréer et aux enfants de 0 à 5 ans dans la région de Maradi*. Available at: <https://twendembele.org/>

- [reports/rapport-de-levaluation-de-la-mise-en-oeuvre-de-la-mesure-de-gratuite-des-soins-aux-femmes-en-age-de-procreer-et-aux-enfants-de-0-a-5-ans-dans-la-region-de-maradi/](#) (Accessed: 10 August 2023).
7. Haut-Commissariat à la Modernisation de l'Etat (HCME), Niger (2022) *Evaluation rapide de la mise en œuvre de la mesure de gratuité des soins aux femmes en âges de procréer et aux enfants de 0 à 5 ans dans la région de Dosso*. Available at: <https://twendembele.org/reports/rapport-de-levaluation-rapide-de-la-mise-en-oeuvre-de-la-mesure-de-gratuite-des-soins-aux-femmes-en-ages-de-procreer-et-aux-enfants-de-0-a-5-ans-dans-la-region-de-dosso/> (Accessed: 10 August 2023).
 8. Kim, K. S. (2022) 'Methodology of Non-probability Sampling in Survey Research', *American Journal of Biomedical Science & Research*, 15(6), pp. 616-618.
 9. Ministry of Monitoring & Evaluation (MoME), Ghana (2019) *1 Village 1 Dam Rapid Evaluation*. Available at: <https://twendembele.org/wp-content/uploads/2023/07/1Village-1Dam-Rapid-Evaluation-Report-Final-Report.pdf> (Accessed: 15 August 2023).
 10. Office of the Prime Minister (OPM), Uganda (2022) *Rapid Evaluation of the Challenges in Local Government Staffing: Focus filling of Critical Positions in the Local Governments Structures*. [Unpublished].
 11. Office of the Prime Minister (OPM), Uganda (2022) *Rapid Evaluation on the Effect of the Contribution of the 20% Gate Collections Remitted to the Host Communities Surrounding the National Parks*. [Unpublished].
 12. Office of the Prime Minister (OPM), Uganda (2022). *Staffing Levels in Districts*. [Unpublished].
 13. Twende Mbele (2019) *Baseline on M&E Culture: National Monitoring and Evaluation Systems in Ghana*. Available at: <https://twendembele.org/reports/baseline-on-me-culture-national-monitoring-and-evaluation-systems-in-ghana/> (Accessed: 26 June 2024).
 14. Twende Mbele (2019) *Baseline study on the performance monitoring and evaluation culture in the public sector in Kenya*. Available at: <https://twendembele.org/reports/baseline-study-on-the-performance-monitoring-and-evaluation-culture-in-the-public-sector-in-kenya/> (Accessed: 26 June 2024).
 15. Twende Mbele (2019) *M&E Culture in the Public Service of Benin, Uganda and South Africa*. Available at: <https://twendembele.org/reports/me-culture-in-the-public-service-of-benin-uganda-and-south-africa/> (Accessed: 26 June 2024).

À propos des auteurs

Ayabulela Dlakavu, chef de programmes de Twende Mbele et chercheur en politiques publiques, est titulaire d'un doctorat en sciences politiques.



Parfait Kasongo, coordonnateur de la communication et de l'apprentissage à Twende Mbele, est titulaire d'une licence en relations internationales et suit actuellement une formation en droit.



Amanda Deuchars, coordonnatrice de l'apprentissage à Twende Mbele, est spécialisée en suivi et en évaluation (S&E) et détient une licence en sociologie, en marketing et en littérature anglaise.

